



**PROCEDURE N°  
PCN.15-2025**

**OBJET : REFRIGERATEUR A DILUTION HAUTE  
PERFORMANCE  
PULSE TUBE DILUTION REFRIGERATOR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**



**CNRS – Délégation Alpes**  
25, Rue des Martyrs  
BP 166

38042 GRENOBLE cedex 9

# SOMMAIRE

---

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2 FORME DU MARCHÉ .....	4
1.3 DUREE D’EXECUTION DU MARCHÉ .....	4
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : PHASES D’EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
3.1 DESCRIPTION ET DUREE PREVISIONNELLE DE CHACUNE DES PHASES .....	5
3.2 CONTENU DES PHASES D’EXECUTION.....	6
<b>ARTICLE 4 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : ASSURANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 : DOCUMENTATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 : PRIX .....</b>	<b>7</b>
7.1 ETABLISSEMENT DES PRIX .....	7
7.2 CONTENU DES PRIX .....	7
<b>ARTICLE 8 : GARANTIES .....</b>	<b>7</b>
8.1 GARANTIE TECHNIQUE .....	7
<b>ARTICLE 9 : AVANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 : FACTURATION.....</b>	<b>8</b>
11.1. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	8
11.2. MODALITÉS DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE .....	8
<b>ARTICLE 12 : PÉNALITES DE RETARD .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 : RESILIATION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 : CESSION - NANTISSEMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 15 : NORMES, BREVETS ET LICENCES.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 : LITIGES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 17 : DEROGATIONS .....</b>	<b>10</b>

## **Autorité publique contractante, Personne Responsable du Marché**

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) sont désignées :

**a) Personne publique contractante :**

Le Centre National de la Recherche Scientifique.

**b) Personne responsable du marché**

Le Délégué Régional - Délégation Alpes  
25 rue des Martyrs, BP 166  
38042 GRENOBLE Cedex 9

**c) Ordonnateur des paiements :**

Le Délégué Régional - Délégation Alpes  
25 rue des Martyrs  
BP 166  
38042 GRENOBLE Cedex 9

**d) Comptable assignataire des paiements :**

L'Agent Comptable Secondaire - Délégation Alpes  
25 rue des Martyrs  
BP 166  
38042 GRENOBLE Cedex 9

**e) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :**

Le Délégué Régional - Délégation Alpes  
25 rue des Martyrs  
BP 166  
38042 GRENOBLE Cedex 9

# ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet l'achat d'un réfrigérateur à dilution haute performance (Pulse-tube dilution refrigerator).

Le marché comprend la fourniture, le transport, la livraison, l'installation et la mise en service du matériel ainsi qu'une garantie constructeur de deux années.

Les caractéristiques techniques du marché sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP en anglais). Elles décrivent les performances attendues par l'équipement.

### Adresse d'exécution des prestations :

**LABORATOIRE DE PHYSIQUE SUBATOMIQUE ET DE COSMOLOGIE**  
**53 Avenue des Martyrs**  
**38000 Grenoble, France**

## 1.2 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public simple.

Il est conclu sous la forme d'une procédure avec négociation, en application de l'article L2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

Il comprend la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service du matériel ainsi qu'une garantie constructeur de deux années, **au minimum**.

Le prix des prestations est ferme et définitif.

## 1.3 DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée qui va de la notification du marché au titulaire à la fin du délai de garantie de l'équipement.

Le marché ne peut en aucun cas faire l'objet de reconduction.

# ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces particulières du présent marché énumérées ci-après. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ;
- L'offre du titulaire constituée par :
  - o Son offre financière chiffrant et décomposant le prix global et forfaitaire de l'équipement ;
  - o Son mémoire technique, comprenant l'annexe 1 *Cadre de Réponse Technique* ;

- Son calendrier d'exécution selon les phases du calendrier prévisionnel décrit à l'article 3.1 du CCAP.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 3 : PHASES D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 3.1 DESCRIPTION ET DURÉE PRÉVISIONNELLE DE CHACUNE DES PHASES

Le calendrier présenté ci-après est un calendrier prévisionnel d'exécution du marché.

ORDRE	PHASE	DESCRIPTION	DUREE / DATE LIMITE
1	Notification du marché (T0)	Début d'exécution	
2	Etude d'ingénierie – Réunion de validation (T1)	Exécution	T3 = T0 + 12 mois (14 mois maximum)
3	Test de validation chez le vendeur - PV de test (T2)		
4	Livraison (T3)		
5	Installation, mise en service et formation utilisateurs (T4)	Exécution	T4 = T3+ 21 jours (1 mois maximum)
6	Opérations de vérification et d'admission du matériel (T5)	Admission	T5 = T4 + 15 jours

Seul le calendrier d'exécution présenté par le titulaire lors de la remise de son offre a valeur contractuelle dès notification du présent marché (cf. art. IX. 2 du règlement de consultation).

## 3.2 CONTENU DES PHASES D'EXECUTION

### 1. Notification du marché (T0)

La notification s'entend comme la réception par le titulaire de l'acte d'engagement du marché. Le délai d'exécution du marché commence à courir à compter de la date de notification.

### 2. Etude d'ingénierie (T1)

Selon calendrier proposé dans l'offre et dans les conditions décrites au CCTP. Cette étude sera finalisée par une réunion de validation entre le titulaire et le client. (Req. 3.10.12 du CCTP)

### 3. Test en usine (T2)

Selon modalités prévues à l'Art 3.12.2 du CCTP, avec fourniture d'un PV de test.

### 4. Livraison sur site du matériel (T3)

Le CNRS informe le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation du matériel dans les quinze jours, au moins, avant la livraison.

Le titulaire doit connaître l'emplacement où sera installé le matériel, avoir estimé toutes les difficultés découlant des lieux, de leurs abords et de l'usage qui en est fait, et avoir effectué toutes les recherches qu'il a jugées utiles pour pouvoir procéder à l'installation, ou avoir pris contact avec le responsable technique du marché CNRS. Le titulaire est informé que l'accès au site se fait en respectant les procédures d'accès et de sécurité et notamment les directives données par le propriétaire des locaux sur place.

Le transport est à la charge du titulaire qui en assume les risques jusqu'au lieu de livraison.

La réception de la livraison est prononcée une fois l'ensemble du matériel livré, aussi bien le système lui-même que toute la documentation associée.

La livraison est constatée par procès-verbal de livraison signé par le responsable technique du marché du CNRS.

### 5. Installation, mise en service et formation utilisateurs (T4)

Le titulaire finalise l'installation et la mise en service opérationnelle de l'équipement dans les délais prévus dans son offre, notamment les opérations visées par l'article 3.14 du CCTP et en avise le CNRS par courriel ou écrit remis en mains propres au responsable technique du marché du CNRS (notification de mise en service).

La date de ces opérations sera définie conjointement entre le titulaire et le LPSC.

### 6. Opérations de vérification et d'admission du matériel (T5)

Le délai imparti pour la vérification et les tests du matériel est de quinze jours calendaires à compter de la notification de mise en service, formation incluse. Cette phase est destinée à vérifier que les prestations livrées présentent bien les caractéristiques prévues.

Cette phase est réalisée sous le contrôle du titulaire et donne lieu à un procès-verbal d'admission définitive établi conjointement par le CNRS et le titulaire.

Le procès-verbal d'admission définitif du matériel est rédigé et signé à l'issue de ce délai :

- La vérification est positive : le CNRS procède à la mise en service opérationnel et à l'admission définitive du matériel.
- La vérification est négative : le CNRS procède à l'ajournement, à la refaction ou au rejet des prestations.

Le procès-verbal de réception définitive est établi et signé par le CNRS, et visé par le titulaire.

A défaut de notification par le CNRS d'une décision d'ajournement, de rejet ou de refaction dans le délai précité de 30 jours calendaires suivant la remise du PV d'admission, les prestations sont réputées définitivement admises.

**L'admission définitive des prestations entrainera le transfert de propriété de l'équipement.**

## ARTICLE 4 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

---

Le titulaire et son personnel sont tenus par une stricte obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives ou nominatives ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS qui lui auront été communiquées par le CNRS, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

## ARTICLE 5 : ASSURANCE

---

Le titulaire devra justifier au CNRS avant les quinze jours précédents la livraison, au moyen d'une attestation à jour portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du CNRS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

## ARTICLE 6 : DOCUMENTATION

---

La documentation relative aux équipements fournis (Article 3.12 du CCTP) sera rédigée en anglais ou en français et devra être fournie au plus tard à la livraison du matériel.

## ARTICLE 7 : PRIX

---

### 7.1 ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont établis, **en euros**, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le cahier des Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix.

Le prix du présent marché est ferme et définitif.

### 7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché, hors taxes, incluent tous les frais afférents à :

- La fourniture de l'équipement (offre de base) ;
- Les éventuels accessoires (Prestations Supplémentaires Facultatives) ;
- Le transport, comprenant les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'installation jusqu'au lieu de livraison au laboratoire ;
- L'assurance et l'installation des systèmes ;
- La documentation technique ;
- La mise en service sur site et le contrôle de fonctionnement ;
- La formation utilisateurs ;
- Les garanties, incluant les interventions et le cas échéant le remplacement du matériel.

Ces prix sont établis en considérant que le fournisseur est réputé connaître tous les éléments locaux en relation avec la livraison et l'installation de l'équipement.

## ARTICLE 8 : GARANTIES

---

### 8.1 GARANTIE TECHNIQUE

**8.1.1.** Le point de départ de la garantie technique est la date d'admission définitive du matériel. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Le matériel sera livré avec une garantie de 2 an minimum pièces, main d'œuvre et déplacement sur site à compter de la date d'admission définitive du matériel. Dans le cas où la réparation exigerait le renvoi du matériel chez le fournisseur, ce dernier prendra à sa charge l'intégralité des frais, y compris le transport depuis le laboratoire.

## ARTICLE 9 : AVANCE

Une avance sera versée au titulaire, sauf refus formel de sa part à l'acte d'engagement. Elle représente 30 % du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une fois par précompte sur la somme due au titre du présent marché. Il doit être terminé lorsque le montant du marché a atteint 80% du montant initial. Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

L'avance sera payée aux titulaires, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché, le cas échéant.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois, le pourcentage de l'avance correspondante est appliqué à une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises de la tranche considérée divisé par sa durée exprimée en mois.

## ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Outre l'avance prévue à l'article 9 ci-avant, l'échéancier des paiements en euros est le suivant :

- Acompte de 30% suite à la remise du PV de la réunion de validation (T1)
- Acompte de 30% après le test de validation chez le vendeur et remise du PV de test (T2)
- **Le solde** : à l'admission définitive de l'équipement (T5).

Conformément à l'article R2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement des prestations est de 30 jours à compter de la vérification de leur conformité, dans les conditions de l'article 3 du présent CCAP, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

## ARTICLE 11 : FACTURATION

### 11.1. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par le CNRS.

Les factures afférentes aux paiements, sont libellées systématiquement au nom du Service Central de Traitement de la Dépense du CNRS (SCTD) à l'adresse de facturation suivante, **et déposées sur Chorus pro** :

<p><b>CNRS-SCTD</b> 0763 TSA 51003 F-54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY</p>
---

### 11.2. MODALITÉS DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :



- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR 5821) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence du marché public,
- La référence du bon de commande correspondant,
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché public,
- La prestation exécutée et les quantités réellement livrées,
- La date et l'adresse de livraison,
- La désignation de l'émetteur du bon de commande,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation
- Le montant total H.T, le taux et le montant de la T.V.A et le montant T.T.C des prestations exécutées

Le non-respect de ces consignes pourrait entraîner le rejet de la facture.

## ARTICLE 12 : PÉNALITES DE RETARD

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les **délais contractuels de livraison, d'installation du matériel, de réponse ou d'intervention** est dépassé, le titulaire encourt, avec simple mise en demeure préalable non suivie d'effet. Une pénalité est calculée par application de la formule suivante, sans que le montant de chaque pénalité n'excède 5% de la valeur HT du marché :

Délai contractuel dépassé :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la prestation sur laquelle porte le retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard.

Les délais se comprennent par référence aux documents du marché et au calendrier d'exécution du titulaire.

## ARTICLE 13 : RESILIATION

---

Le présent marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 14 : CESSIION - NANTISSEMENT

---

Lors de la notification, il sera délivré directement au titulaire une copie du présent marché.

L'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement sera fourni uniquement sur demande expresse du titulaire.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est la Délégée Régionale Alpes - BP 166 - 38042 GRENOBLE Cedex 9. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Alpes - BP 166 - 38042 GRENOBLE Cedex 9.

Les cessions de créances doivent être notifiées à l'Agent Comptable.

## **ARTICLE 15 : NORMES, BREVETS ET LICENCES**

---

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

## **ARTICLE 16 : LITIGES**

---

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties seront soumises au Tribunal Administratif de Grenoble auquel les parties donnent attribution de compétence. Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

## **ARTICLE 17 : DEROGATIONS**

---

L'article 2 concernant les pièces constitutives du marché déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 8 concernant la garantie déroge à l'article 33 du CCAG-FCS.

L'article 12 concernant les pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.